



Rencontre entre W. Churchill et F. Roosevelt, août 1941.  
© The Granger Collection NYC/Rue des Archives

**L**e 12 août 1941, le Premier ministre britannique, Winston Churchill, et le président américain, Franklin Roosevelt, se rencontrent sur un cuirassé près de Terre-Neuve. Bien que les États-Unis ne soient pas encore entrés en guerre, les deux dirigeants signent un accord portant sur la nécessité d'avancer vers un monde libre (tant sur le plan politique qu'économique) et démocratique, en opposition au totalitarisme et au fascisme. L'accent est mis sur les principes de la liberté de pensée, de tolérance religieuse et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Cette Charte de l'Atlantique, qui est en réalité une dénonciation des régimes allemands et italiens, marque une véritable rupture avec la politique isolationniste des États-Unis. Après l'attaque de Pearl Harbor et la déclaration de guerre de l'Allemagne aux États-Unis, il devient nécessaire de transformer cet accord de principe en une véritable alliance militaire et politique. Pour cela, Churchill propose à Roosevelt de le rencontrer à nouveau, mais cette fois-ci à Washington. Cette nouvelle conférence anglo-américaine s'ouvre le 22 décembre 1941 ; interrompue par des voyages de Churchill à Ottawa et en Floride, elle se tient jusqu'au 14 janvier 1942. L'ambassadeur de l'Union Soviétique, Maxim Litvinov, participe épisodiquement aux réunions. Le but de cette rencontre est de produire

## La déclaration des Nations Unies de janvier 1942

L'organisation des Nations Unies est conçue pendant la Seconde Guerre mondiale. Après l'entrée en guerre des États-Unis qui fait suite à l'attaque de Pearl Harbor, 26 pays adoptent le 1<sup>er</sup> janvier 1942, à Washington, la Déclaration des Nations Unies.

une déclaration commune sur la conduite de la guerre afin de relever le moral des populations après une série de défaites en Asie et sur le front de l'Est. Convaincu par son secrétaire d'État, Cordell Hull, Roosevelt soumet un projet de déclaration à Churchill qui l'approuve. Le 1<sup>er</sup> janvier 1942, ce document est signé par les représentants des principales puissances alliées, à savoir les États-Unis, la Grande Bretagne, l'Union Soviétique et la Chine. À ces signatures viennent s'ajouter, le lendemain, celle de 22 autres pays ou gouvernements. La France libre n'ayant pas encore été reconnue par Roosevelt comme un pouvoir légitime, le général de Gaulle n'est pas invité à signer cette déclaration. Cette dernière engage les gouvernements signataires à contribuer de la façon la plus complète à l'effort de guerre commun et à ne pas signer de paix séparée avec les puissances de l'Axe. Cette alliance totale s'inspire des principes de la Charte de l'Atlantique, et la première clause de la Déclaration des Nations Unies annonce que les gouvernements signataires de la présente déclaration ont « ... souscrit à un programme commun de buts et de principes énoncés dans la déclaration conjointe du président des États-Unis d'Amérique et du Premier ministre du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, en date du 14 août, connu sous le nom de *Charte de l'Atlantique* ». Trois ans plus tard, lors des pré-

paratifs de la conférence de San Francisco, les invitations ne sont adressées qu'aux pays qui, avant mars 1945, avaient déclaré la guerre à l'Allemagne et au Japon et souscrit à la Déclaration des Nations Unies. Toutes les puissances qui combattaient le nazisme doivent apposer leur signature. Parmi les 26 signataires figurent : les États-Unis d'Amérique, le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, l'Union des Républiques socialistes soviétiques, la Chine, l'Australie, la Belgique, le Canada, le Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, la Yougoslavie, le Costa-Rica, Cuba, la Tchécoslovaquie, la République dominicaine, la Grèce, Haïti, l'Inde, les Pays-Bas, le Nicaragua, le Panama et l'Union Sud-Africaine. Par la suite, d'autres pays adhéreront à la déclaration : le Mexique, la Colombie, l'Iraq, l'Iran, le Libéria, le Paraguay, le Chili, l'Uruguay, l'Égypte, la Syrie, la France, les Philippines, le Brésil, la Bolivie, l'Éthiopie, l'Équateur, le Pérou, le Venezuela, la Turquie, l'Arabie saoudite, le Liban. Cette union des nations a perduré bien au-delà de 1945 et de la défaite de leurs ennemis communs. En effet, l'organisation des Nations Unies compte, à ce jour, 193 pays avec l'entrée récente du Soudan du Sud, le 14 juillet 2011. Rares sont les États qui ne font pas partie de l'ONU comme par exemple les îles Cook, le Kosovo, le Vatican et Taiwan. ■